

## DÉMOCRATIE ET LUTTE DE CLASSES...

Avec son accord, nous reproduisons deux des «*LETTRE ANARCHISTE*» de Serge MAHÉ.

La première d'entre elles, «*LES POURCEAUX D'ÉPICURE*», constitue une contribution précieuse à l'œuvre de démystification que les militants ouvriers, de toutes tendances, sent tenus de poursuivre face au retour offensif de l'obscurantisme sous toutes ses formes.

Trop longtemps, le mouvement ouvrier a vécu sur ce qu'il croyait être des certitudes et a négligé le combat des idées, parfois même, considéré comme relevant de «*l'idéologie*» (1).

Certes, le danger est réel et le titre même de la dernière «*LETTRE ANARCHISTE*»: «*La Cité du bon accord*», pourrait laisser craindre que l'ère du socialisme utopique avec ses «*projets de société*» - c'est-à-dire la tendance à se réfugier dans des idéologies, d'autant plus rassurantes, que se situant sur le terrain des idées, elles sont, en quelque sorte, inaccessibles - n'est pas totalement résolue.

Mais, par ailleurs, les faits sont têtus et sont là, suffisamment cruels, pour nous rappeler que «*les idées peuvent devenir des forces matérielles*», et de ce point de vue, l'effort de clarification théorique de Serge MAHÉ mérite d'être maintenu et encouragé.

Cela étant, il s'agit bien entendu, d'un débat ou plus exactement de la reprise d'un vieux débat qui doit permettre de fructueux échanges.

Depuis Proud'hon et Rosa Luxembourg, il est passé beaucoup d'eau sous les ponts et si, pour un anarchiste, la nature de l'état (quelle que soit sa forme) ne souffre guère de discussion, pour autant, il n'est au pouvoir de personne, à moins de se situer précisément sur un terrain purement idéologique, d'exorciser l'État. Autrement on ne peut évacuer le débat et les choix liés à la forme de l'État. Ce qui ne signifie pas, pour autant, qu'on puisse nourrir l'illusion d'utiliser l'État comme moyen de transformation révolutionnaire dans le combat. Un anarchiste se situe toujours face à l'État.

La formule fameuse des communistes allemands: «*Après Hitler ce sera nous!*», est là pour nous rappeler les dangers de la phrase maximaliste. Nous savons maintenant que la politique ultra-gauche de la «*troisième période*» n'était, finalement, qu'une façon de capituler devant STALINE, c'est-à-dire devant les exigences de l'état russe.

Vouloir, aujourd'hui, considérer que le combat contre le caractère antidémocratique des institutions de la 5<sup>ème</sup> République relèverait du «*crétinisme parlementaire*» me semble, à la fois, irréaliste et dangereux. Offrir comme seule alternative à la «*démocratie bourgeoise*» fondée sur le mandat parlementaire la «*démocratie socialiste*» fondée sur le pouvoir des soviets peut paraître séduisant mais semble vouloir ignorer, qu'en France, depuis 1958, nous ne sommes plus en démocratie... même bourgeoise!

Certes, Rosa Luxembourg avait raison d'affirmer que: «*la bourgeoisie n'est pas un parti parlementaire, mais une classe dirigeante, qui se trouve en possession de tous les instruments de la domination économique et sociale*».

Mais, la classe ouvrière a appris, à ses dépens, que le «*choix entre démocratie et dictature*» va bien au-delà d'un «*lâche détour par l'Assemblée Nationale*».

Or, aujourd'hui, avec la 5<sup>ème</sup> République, nous sommes en présence d'un État de type bonapartiste qu'il

(1) Idéologie: doctrine fondée sur des idées sans rapport avec les faits réels, qui prône un idéal irréalisable. LAROUSSE.

importe, d'abord, de combattre et de détruire si on ne veut pas voir remise en cause l'existence même de la classe ouvrière en tant que classe. Autrement dit, on ne saurait, au non de je ne sais quelle pureté révolutionnaire (voire même anarchiste) renoncer au combat pour les libertés démocratiques et, du même coup, contribuer à précipiter l'instauration d'un ordre néo-corporatiste qui, bien plus que la République des soviets me semble, hélas!, être aujourd'hui à l'ordre du jour.

C'est pourquoi, les anarcho-syndicalistes, c'est-à-dire les anarchistes disciples de PELLOUTIER qui ont décidé d'oeuvrer dans les syndicats situent aujourd'hui leur combat à la fois sur le terrain de la lutte des classes et sur celui de la défense des libertés démocratiques, notamment en oeuvrant à la constitution d'un «*Front laïque et républicain*» afin de participer au combat contre la dérive totalitaire de la 5<sup>ème</sup> République, au terme de laquelle, si elle était menée à son terme, les travailleurs perdraient jusqu'au droit de se constituer en classe par l'organisation.

Répetons-le, Rosa Luxembourg a raison de rappeler que la bourgeoisie est une classe mais ajoutons qu'une classe n'est ni le diable ni le bon dieu, elle n'est qu'un moment du développement historique.

Il faut nous garder de tout manichéisme et la lucidité n'implique pas nécessairement une vision pessimiste du devenir social. Rien ne nous autorise à affirmer que: «*confier à une Constituante les destinées du pays à la suite d'une grève généralisée permettrait aujourd'hui à la "5<sup>ème</sup> Colonne" de faire sa jonction avec la classe dominante pour concocter un plan de redressement capitaliste dans le cadre d'une "révolution nationale" corporatiste*».

D'autant, qu'à l'échelle internationale, sous des formes diverses, la lutte des classes reprend ses droits. En Espagne, en Italie, aux États-Unis, les plans concoctés par la F.M.I. et la Commission de Bruxelles sont sérieusement remis en cause par des mouvements de grève que les appareils s'avèrent bien incapables de maîtriser. L'échec de Bush aux États-Unis, les résultats du référendum en France ne relèvent pas seulement de jeux électoraux. Ils traduisent une redistribution des forces sociales dont il est difficile, aujourd'hui, de mesurer toutes les conséquences.

Il demeure que certains acquis de la bourgeoisie méritent mieux que d'être persiflés et la formule «*Liberté, Égalité, Fraternité*», exprime une volonté de construire une société meilleure ou, en tous cas, moins mauvaise qu'une société fondée sur l'esclavagisme totalitaire.

Il faut avoir le courage de le reconnaître, des institutions, même imparfaites, fondées sur la séparation des pouvoirs sont assurément préférables à celles fondées sur le centralisme démocratique se transformant par la force des choses en centralisme bureaucratique.

Au-delà des mots, il y a les faits. N'oublions pas que c'est sur le mot d'ordre «*Tout le pouvoir aux soviets!*» que s'est finalement instaurée la plus implacable, la plus barbare des dictatures!

En la matière, l'histoire a tranché, le centralisme démocratique est un mode de fonctionnement adapté à une fraction, une «*fraction*», le parti bolchevik par exemple. Il ne saurait s'appliquer à la société toute entière ou à une classe à moins d'imaginer ou de s'imaginer par exemple un parti ayant la prétention d'incarner la classe ouvrière à lui seul.

Comme on le voit, les textes de Serge MAHÉ ont le mérite de soulever des problèmes fondamentaux dont les militants ont le devoir de débattre. Il n'y a pas de sujets tabous et de progrès possible sans effort de compréhension de ce qui se passe et de ce qui risque de se produire. Les hommes font leur propre histoire, encore faut-il qu'ils en aient les moyens et ne soient pas le jouet des conditionnements idéologiques mis en oeuvre pour les asservir. Dans cette affaire, le rôle des individus est loin d'être négligeable. Le premier devoir de l'homme affirmait LITTRÉ est de s'instruire, le second d'instruire les autres.

On ne peut que se réjouir de voir rappeler la forme et le contenu du fédéralisme à un moment où les hiérarchies cléricales voudraient l'identifier à ... la subsidiarité!

Bravo donc pour l'effort de clarification entrepris et poursuivi par l'ami MAHÉ mais qu'il me permette de rappeler, mais lui-même le sait déjà tant il s'agit d'une vérité d'évidence.

Si la pratique sans théorie peut conduire à un réformisme dévastateur, la théorie sans la pratique c'est-

à-dire sans lien organique avec la classe ouvrière organisée conduit inéluctablement au repli sur soi-même, à l'idéologie et, finalement, à la secte!

C'est précisément ce que, en commun, nous avons voulu éviter en constituant il y a déjà quelques décennies, l'*Union des Anarcho-Syndicalistes*.

**Alexandre HÉBERT,**  
*Nantes, le 12 novembre 1992.*

-----  
«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»  
N° CPPAP: 63485  
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé  
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.  
-----